

Synthèse Etude précarité rurale

EDF R&D – SEQUOIA - L'Ethnographe, octobre 2025

Contexte et objectifs

Sous l'effet de différents facteurs structurels, socio-économiques, de réorganisation de l'action publique dans les territoires, dans le sillage du mouvement des Gilets jaunes puis des derniers résultats électoraux, la question de la ruralité redevient un enjeu politique, et un enjeu de recherche. Les spécificités de ces milieux - il y a des ruralités - conduisent notamment à des formes de vulnérabilité, de précarité ou de pauvreté particulières, qui demandent à être analysées afin d'adapter de façon fine les pratiques d'intervention des acteurs publics et économiques en prise avec les habitants de ces territoires. La question de l'énergie notamment est centrale, et traverse les questions de bâti, de poids croissant dans le budget de ménages, de dépendance aux fossiles, de difficulté d'accès aux services et aux droits.

Cette étude documente la diversité des situations de précarité en milieu rural, et permet de comprendre de manière fine les trajectoires résidentielles des ménages, leurs conditions de vie matérielle, en termes d'habitat, de mobilité, d'accès aux services ; les ressources et les contraintes liées spécifiquement à leur territoire ; leurs arbitrages budgétaires pour faire face aux dépenses du ménage ; leurs connaissances et stratégies de recours ou non aux droits.

Méthodologie: Une enquête en deux volets

18 entretiens semi-directifs, d'1h30 à 3h, ont été menés entre février et avril 2025, en distanciel et présentiel auprès de deux types d'informateurs :



Ménages ruraux

- 7entretiens ethnographiques au domicile
- 4 entretiens en visio

Auprès de personnes dans **une diversité de situations** en termes de statuts d'activité, de configurations familiales, de conditions résidentielles, de qualité de bâti et performance des logements; **clients tous fournisseurs d'énergie.**

Qui correspondent aux formes de la précarité aujourd'hui : familles monoparentales, personnes isolées; actifs à leur compte ou à temps partiel, inactifs (retraitée, allocataires, ni en emploi ni en retraite...); propriétaires occupants de bâti dégradé, locataires du parc privé et social, dans des logements allant de l'indécence à la résidence neuve.



Partenaires solidarité et intervenants sociaux

- 7 entretiens en visio, auprès de professionnels travaillant notamment sur :
 - l'amélioration de l'habitat et du confort
 - le travail social et la médiation en itinérance
 - le secteur et la souffrance agricole

Un continuum de situations de pauvreté/précarité, recrutées sur la base de critères de pauvreté monétaire et de privations matérielle et sociale.

Hauts de France, Normandie, Centre, Nouvelle Aquitaine





Les spécificités de la précarité en milieu rural

Une sociologie populaire

Les ménages ruraux sont souvent en dessous des moyennes nationales en termes de revenus, d'emploi, de qualification. Les emplois peu qualifiés et précaires sont surreprésentés, et cette tendance s'est encore dégradée sous l'effet de la désindustrialisation et la déprise agricole.

Les ménages interviewés sont chauffeur poids lourds, caissière, aide-ménagère, d'autres n'ont jamais travaillé, ou sont aujourd'hui ni en emploi ni en retraite.

On distingue 2 types de ménages ruraux en précarité:

- Les ruraux d'origine, ancrés, personnes âgées à petite pension, agriculteurs en difficulté, jeunes ménages pas ou peu qualifiés : ceux qui sont restés, mais qui peinent à s'insérer.
- Ceux qui ont quitté une ville devenue prohibitive, pour se loger à moins cher ou accéder à la propriété. Ceux-là peuvent sous-estimer le coût des travaux, de la mobilité, de la reconversion parfois, et se retrouvent en précarité économique, résidentielle et sociale.

La prégnance du bâti ancien dégradé

Le bâti ancien, surreprésenté en milieu rural, constitue un facteur aggravant de la précarité. Bâti dégradé, mauvaise isolation, humidité, grandes superficies, systèmes de chauffage inadaptés à ces configurations (fioul, tout électrique), le logement est source d'un inconfort thermique majeur, de dégradation de la santé, de situations de « gel » (existentiel et résidentiel).

La question des **travaux** de rénovation, souvent au cœur des histoires résidentielles, se heurte à l'incapacité (physique, technique, économique) des propriétaires occupants, notamment âgés ou "accédants en échec". Mais aussi à la "captivité" des locataires face à des bailleurs privés ou sociaux défaillants, dans un marché du logement où le rapport de force leur est très défavorable.

Les dispositifs d'aide à la rénovation sont perçus comme complexes, instables et non calibrés pour les ménages les plus modestes, avec des reste-à-charge devenus prohibitifs.

Un symptôme du mal logement très palpable en milieu rural : les volets fermés. Ils sont fermés pour des raisons thermiques, techniques mais aussi sociales. Or, à la campagne, le logement est un espace de socialisation important. Ces maisons-là n'accueillent personne, et précarité et isolement s'y auto-alimentent.

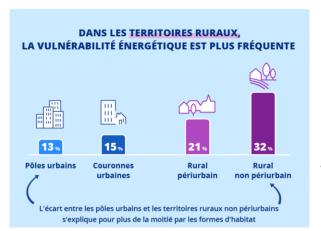
Ils ont en revanche d'autres capitaux, valorisables sur le territoire - et notamment pour les ruraux d'origine:

- Le capital d'autochtonie soit l'ensemble des ressources sociales et symboliques dont disposent les personnes ancrées de longue date dans un territoire : meilleure connaissance du terrain, accès aux réseaux de solidarité de proximité, accès à l'information...c'est un levier puissant d'intégration sociale, et un socle important de débrouille, pour l'accès au logement, aux coups de main, aux ressources à moindre coût, au travail informel aussi.
- La culture du faire et un grand répertoire de savoirfaire techniques, qui ne relève pas seulement d'un goût ou d'un loisir, mais aussi d'un rapport au monde marqué par la nécessité d'économiser, de ne pas dépendre. Très tôt, et souvent les hommes, apprennent ce système D qui est aussi une source de valorisation personnelle quand par ailleurs ils sont relégués sur le marché du travail. Cette ressource est très souvent mobilisée pour les réparations de véhicules, la rénovation du logement, l'énergie, sur les pans centraux de la vie quotidienne.

Le poids de la facture énergétique

Il découle directement des précédents points: la faiblesse des revenus, la mauvaise qualité et performance du bâti, et l'inadaptation des systèmes d'énergie au logement, ainsi que de la hausse des prix de l'énergie.

Les ménages monoparentaux notamment enchaînent les factures à 4 chiffres, que les aides ne résorbent que partiellement. On observe des pratiques de très grande attention énergétique (usage intensif des applications de suivi, réduction drastique des consommations), jusqu'aux situations de privation totale, où les chauffages ne sont simplement pas allumés, voire retirés.





Le poids de la mobilité

La morphologie des territoires ruraux, caractérisée par une faible densité et l'éloignement aux biens et aux services, fait de la mobilité une problématique centrale et coûteuse. La dépendance à la voiture individuelle, souvent

ancienne et nécessitant des réparations onéreuses, pèse lourdement sur des budgets déjà contraints, limitant les déplacements au strict nécessaire, voire conduisant à une "assignation à domicile" qui renforce l'isolement social et l'entrave à l'accès aux droits et aux soins. L'éloignement complique également l'accès à une alimentation diversifiée et abordable, poussant certains ménages vers des stratégies d'approvisionnement en gros, parfois transfrontalières, qui impliquent des coûts non négligeables.

Le non recours aux droits

Enfin, la ruralité accentue les mécanismes de non-recours aux droits. Au-delà des facteurs classiques (non-connaissance, complexité administrative), l'éloignement des guichets, la disparition des services publics de proximité et la dématérialisation forcée créent une "mise à distance institutionnelle". S'y ajoutent des facteurs sociaux et culturels forts, tels que la volonté de rester anonyme, la crainte du signalement – encore vivace à certains endroits, et un enjeu de réputation qui freinent la sollicitation d'aide auprès d'acteurs locaux connus. Certains ont intériorisé une culture de l'autonomie et se refusent à demander de l'aide (certains profils de retraités, d'agriculteurs, mais aussi de travailleurs indépendants, peu familiers aux systèmes d'aide, fragilisés par l'inflation).



L'invisibilité de nombreux ménages, qui ne sont pas en dette mais en privation, ou qui évitent les services sociaux, pose un défi majeur en termes de repérage. Le recours aux réseaux informels, l'identification de "sentinelles" locales (commerçants, professions de santé, portage de repas, facteurs...) et le soutien aux modèles de pair-aidance, qui s'appuient sur la relation de confiance et l'expérience partagée (entre voisins, agriculteurs...), apparaissent particulièrement pertinents dans ces territoires.



Vivre de peu, se débrouiller

Tous les ménages interviewés sont bien en-deçà du revenu décent tel que réactualisé par l'IRES pour tenir compte de l'inflation, à savoir, en 2024, 1800€ nets pour une personne. Ce faisant, l'IRES confirme que le SMIC net (1426€) ne permet plus un niveau de vie décent.

Dès lors, ils gèrent le manque, tiennent le budget, ou abandonnent parfois, se laissent glisser (les hommes seuls plus souvent).

Ils arbitrent, en fonction de la présence d'enfants ou non; des postes 'pas-si-arbitrables' (tabac, animaux...), de la somme des capacités à leur main pour absorber ou contourner un problème.

Certains refusent découverts ou chéquiers; souscrivent des mini-crédits ou puisent dans l'épargne des enfants pour une facture.

Pour ceux dont les budgets 'ne tiennent pas', les frais bancaires, agios, sont un poste à part entière.

La précarité induit toute une série de coûts, en termes de dégradation de la santé, du logement, de frais d'équipements pour parer au froid, d'agios, de frais d'incidents bancaires. Et, au-delà des coûts monétaires, elle implique du travail : tous les interviewés, d'une façon ou d'une autre, mettent en œuvre une forme de travail pour s'en sortir : travail social et administratif, travail comptable, travail relationnel, travail physique...

Une des spécificités du rural réside, pour certains ménages, dans l'héritage paysan de la sobriété, le fait de vivre de peu et raisonnablement de la ressource.

Cette sobriété repose sur une consommation matérielle réduite aux besoins, une valorisation de l'autoproduction et de la réparation, soit une valorisation de l'autonomie : dépendre le moins possible des autres/ des systèmes industriels.



Zoom sur les amortisseurs : économies informelle, parallèle, économie digitale

Prestations non déclarées, troc, constituent autant d'amortisseurs pour ceux qui sont en capacité de les fournir.

Si le travail au noir n'est pas exclusif au milieu rural, il en est en revanche une composante 'banale', facilité par l'ensemble des spécificités du rural : la culture technique, la morphologie de l'habitat et les besoins en travaux, le capital d'autochtonie qui permet d'entrer en relation plus facilement...

Moins fréquent, plus souterrain, on observe semble-t-il une recrudescence des **chaînes** de type **pyramides de Ponzi**. « *Médecine des éléments, tontines à fleurs, mandala, tisseuses de rêves »* se développent notamment auprès de femmes entrepreneures qui trouvent dans ce système l'espoir d'un capital à venir et le soutien effectif de paires. Mais qui risquent fort d'y perdre des plumes, et de fragiliser plus encore une structure de revenus déjà précaire.

Un autre socle de la débrouille est celui de l'économie digitale:

La **revente en ligne** (Vinted, LeBonCoin, MarketPlace) est plus ou moins structurante dans la définition du budget. Elle est pensée comme une réserve d'argent pour payer une facture, une réparation, ou comme un complément de revenus pour les extras.

On observe une multiplication des applis, qui vont du bon plan anti-gaspillage alimentaire (ToGoodToGo ou Phénix qui se développent aujourd'hui en milieu rural), aux applis de cash back (Joko, WoolSocks), aux tests et sondages rémunérés qui se comptent par dizaines.

Une autre dimension encore est celle des **applis de jeux rémunérés**, où il s'agit de passer des paliers pour gagner quelques centimes ou euros.

Dans un registre digital très différent, les réseaux sociaux peuvent être utilisés aussi pour **des appels à l'aide explicites**, parfois via la création de **cagnottes en ligne**.



En conclusion

Les caractéristiques de la précarité en milieu rural sont morphologiques, sociologiques, culturelles, sociotechniques... Du côté du système d'action, notons la faible offre de logements sociaux, les inégalités et disparités en termes de maillage de l'intervention sociale.

L'enjeu du vivre confortablement chez soi lorsque le bâti est dégradé ou les systèmes de chauffage inadaptés, réside dans une somme de capacités à agréger, dont on sait qu'elles sont par ailleurs entravées par la précarité : capacités économiques, administratives, techniques, physiques, psychiques, relationnelles, statutaires...

La gravité de certaines situations d'habitat en milieu rural ('gel résidentiel'), l'augmentation perçue des situations de dettes énergétiques et de situations de privation, la difficulté d'accéder aux dispositifs d'aides aujourd'hui sont un problème majeur.

La précarité en milieu rural n'est pas spectaculaire, mais toutes ces situations invisibilisées sont un peu la partie immergée de l'iceberg. La résorption des situations de précarité énergétique, ou du moins l'amélioration des conditions de confort et de maîtrise de la facture énergétique, demande un travail fin, surmesure, qui s'inscrit dans la durée.

Pour autant, si la ruralité peut renforcer les mécanismes de précarisation, elle contient en son sein des atouts.

- Les superficies, la morphologie du hameau, du village, l'interconnaissance, l'outillage et les savoirs techniques sont autant d'atouts qui pourraient être agrégés, dans le sens d'une autonomisation des ménages.
- La présence de sentinelles, relais informels, nouveaux acteurs locaux (tiers lieux, cafés associatifs), sont de possibles alliés en complément des partenaires solidarité très en prise avec le terrain.

Les territoires ruraux sont porteurs de solutions qui pourraient être dupliquées, transposées à la précarité de façon plus générale. En ceci, on pourrait considérer la précarité en milieu rural comme un laboratoire de transformations possibles, et comme un terrain d'expérimentation de la transition juste.





Principaux constats issus du terrain et de l'analyse

L'importance du système partenarial

Constat 1

Le nerf de la guerre, c'est le travail en réseau avec les partenaires à une maille assez fine, qui implique un gros travail d'identification, de coordination et d'animation

Avec une spécificité de la précarité agricole.

Constat 2

Des besoins exprimés en termes de financement, de reconnaissance, de déploiement par les intervenants sociaux.

Un besoin d'accompagnement des habitants

Constat 1

La prégnance du bâti dégradé et l'importance du travail des partenaires en lien avec le logement, in situ, dans l'amélioration des conditions de vie des habitants.

Constat 2

Un déficit de culture énergétique dans le logement : confort thermique, consommations des appareils, aération, humidité...

Constat 3

Le congélateur est un poste central dans l'organisation domestique des ménages ruraux, et un outil notamment de "gestion" de la précarité.

Des opportunités spécifiques au rural

Constat 1

Des attentes spontanées des ménages de développement des EnR (solaire notamment), au regard des surfaces de toits, de l'espace extérieurs, des champs, des hangars...

Une morphologie qui permet à la fois des espaces d'implantation d'ENR et de structuration de 'réseaux locaux'.

Constat 2

Des contextes matériels et des savoirs faire technique, un art de la bricole et la débrouille.

Une précarité invisible

Constat 1

Le silence et l'invisibilité de bon nombre de ménages en PE, en situation de privation parfois totale, et la difficulté de repérage et d'alerte.

Constat 2

Des mécanismes du non-recours spécifiques à la précarité en milieu rural : réputation// mobilité // distance institutionnelle.

Constat 3

L'importance de la débrouille numérique pour des ménages parfois sous les radars de la solidarité.

Le poids de l'énergie

Constat 1

Une énergie devenue trop chère pour bien des ménages, et qui reste pourtant souvent la priorité dans les arbitrages budgétaires, des mères isolées notamment.

Constat 2

Des surcoûts (assurances, majorations absence de transmission d'index) qui viennent pénaliser des ménages déjà "pris à la gorge" par la facture énergétique.

Constat 3

Chez certains, ruraux d'origine notamment, une sobriété des usages héritée de la culture paysanne. Un piège perçu dans la multiplication des appareils notamment.

